

OCTOBRE 2020 - # 7

Sommaire :

P.2. Le syndicalisme
d'extrême droite
dans la police.

P.8. Instrumentalisation
du Mouvement Végan par
l'extrême droite.

P.9. Vocabulaire brun.

P.10. Courrier des
lectrices et lecteurs.

P.11. L'extrême droite
tombe les masques !

P.11. Maurice Rajsfus est
mort.

P.12. International.



DU BRUN SOUS L'UNIFORME

Le mouvement des Gilets Jaunes a subi une répression policière que l'on n'avait pas vue depuis longtemps. Selon le journaliste David Dufresne, « la police a blessé en quelques mois autant de manifestants qu'en vingt ans ». Le développement du numérique et l'abondance d'images qui en découle font qu'il n'est plus possible de contester cette répression qui touche toutes les couches de la population. Dorénavant un projecteur quasi permanent éclaire toutes les brutalités et autres manquements à la déontologie policière, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils ne sont pas contestés. Au contraire.

Si d'habitude les médias n'ouvrent pas beaucoup leurs antennes aux syndicalistes, force est de constater que durant ces dernières années, ils ont laissé une large place sur leurs plateaux à des syndicalistes des forces de l'ordre. L'audience qui leur a été donnée s'est encore accentuée après les manifestations contre les violences policières et le racisme dans la police qui ont suivi la mort de George Floyd, tué par un policier lors de son interpellation à Minneapolis.

En juin 2020, Frédéric Veaux, le directeur général de la police nationale, affirmait : "La police en France n'est pas raciste". Pourtant, la prolifération du racisme chez les forces de l'ordre n'est plus à démontrer. Les faits sont là, et ils sont terrifiants. Plusieurs enquêtes viennent le confirmer. Et comment faire abstraction de la présence de racistes dans la police alors que nous avons vu fleurir des écussons racistes, voire nazis ou fascistes sur les uniformes de membres des forces de l'ordre ?

Pourtant il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. Durant les années 1990, le FN s'est lancé dans la création de syndicats. Il est notable que le premier syndicat FN s'est ouvert dans le champ de la police. A terme, l'existence de ces syndicats sera invalidée par la justice. Cependant l'extrême droite n'a pas pour autant disparu de la police.

Puisque l'actualité nous y invite, et que c'est l'objet de notre groupe de travail, ce numéro de Ripostes Syndicales consacre une grande partie de ses colonnes au rapport particulier que l'extrême droite entretient avec les forces de l'ordre et ses syndicats.

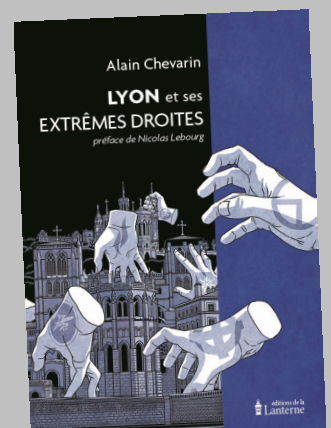
COPINAGE

La visibilité de l'extrême droite à Lyon est régulièrement soulignée par la presse. Partis historiques ou nouvelles formations militantes, depuis les catholiques intégristes jusqu'aux néopâtiens : la ville de Lyon a en effet la particularité de regrouper toutes les mouvances actuelles de l'extrême droite. Cette présence se traduit régulièrement par des apparitions publiques et par des actes violents.

Quel terreau a favorisé une telle implantation ?

Comment s'articulent les relations entre ces mouvements et la droite traditionnelle lyonnaise ? Alain Chevarin analyse les conditions historiques et politiques qui ont permis ce développement remarquable qui fait de la capitale des Gaules le laboratoire intellectuel des extrêmes droites françaises.

Ancien enseignant, ALAIN CHEVARIN est l'auteur de *Fascinant/fascisant, une esthétique d'extrême droite* (L'Harmattan, 2013) ainsi que de nombreux articles sur les extrêmes droites.



Le syndicalisme d'extrême droite dans la Police

Plusieurs constats incitent à s'intéresser au syndicalisme d'extrême droite dans la police.

Le premier, c'est que même si elle n'est pas nouvelle, la présence de l'extrême droite dans la police est une réalité qui a été révélée récemment par trois indices.

D'abord la quantification du vote policier lors des élections politiques nationales. Les enquêtes Sciences Po/Cevipof suivent le phénomène de l'implantation du FN dans la fonction publique et particulièrement dans la police. A l'occasion du premier tour des présidentielles de 2017, le vote FN est de 54 %; pour le premier tour des législatives de la même année il est de 43 % et enfin il est de 52 % pour le RN lors des européennes de 2019. Cependant cette enquête porte sur 3368 fonctionnaires d'État et seulement 60 policiers et l'auteur indique qu'il faut la relativiser au vu de la faiblesse de l'échantillon.

Le second indice, c'est la floraison d'éléments issus des réseaux sociaux. Que ce soit la découverte de groupes Facebook de policiers dans lesquels la parole d'extrême droite se libère allégrement ou les photos d'insignes sur les uniformes et de tatouages à la gloire du IIIème Reich et autres.

Le troisième, c'est qu'il est fréquent dans les réseaux militants d'entendre dire que le syndicat Alliance (affilié à la CFE/CGC) est un syndicat d'extrême droite. C'est méconnaître le syndicalisme policier et cette idée est à déconstruire. Alliance est un syndicat de droite et même de droite extrême, qui a d'ailleurs appelé à ne pas voter pour Marine Le Pen au second tour des présidentielles de 2017 (au grand dam de certains délégués...). Mais il existe des syndicats d'extrême droite dans la police.

La Fédération Professionnelle Indépendante de la Police (F.P.I.P.)



Le plus ancien des syndicats de police classés à l'extrême-droite n'est autre que la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police (FPIP).

Sa création remonte à 1973¹, d'une scission du très droitier Syndicat Indépendant de la Police Nationale (SIPN) qui a depuis formé le 9 mai 1995 la colonne vertébrale du syndicat Alliance Police Nationale (CFE/CGC).

La FPIP se présente comme un syndicat de policiers indépendant, hors de toute confédération, très marqué à droite. C'est, au début des années 80, la structure où se croisent tous les policiers plus ou moins impliqués dans la nébuleuse des groupuscules d'extrême droite.



Son fait d'armes le plus prestigieux est sans aucun doute l'organisation de la manifestation du 3 juin 1983. Ce jour-là se tiennent les obsèques de deux policiers tués (un troisième est blessé) par des membres d'Action Directe avenue Trudaine (9ème arrondissement de Paris). Après la cérémonie dans la cour de la Préfecture de Police en présence du ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, l'ambiance est lourde et les policiers sont en colère, en colère contre la gauche et son ministre de la justice Robert Badinter, le symbole selon eux du laxisme. Une première manifestation se déroule dans le calme. Mais dans

l'après-midi, à l'appel de la FPIP (en présence de Jean-Marie Le Pen), 2500 policiers se rendent dans le silence avenue Trudaine puis se déchaînent en approchant du ministère de la Justice. Une délégation est reçue par le directeur de cabinet de Robert Badinter. Une vingtaine de minutes plus tard, ils en ressortent, en tête Didier Gandossi, le secrétaire général de la FPIP : "La FPIP constate avec une douloureuse colère que la vie des policiers, chargés de la tranquillité publique, est moins bien défendue que la vie des assassins récidivistes et que celle de ceux qui se proclament les ennemis de la société". Pour l'État, cette manifestation non déclarée et la présence de policiers avec leurs armes de service est gravissime. Certains ministres parlent de "sédition". Le directeur général de la Police est renvoyé, les occupants de la Place Beauvau, Gaston Defferre et son secrétaire d'État Joseph Franceschi, ne s'en sont jamais remis politiquement et les deux principaux dirigeants de la FPIP, Jacques Gaussens et Didier Gandossi, sont révoqués de la police (ils seront bien vite réintégrés).

Après ce premier haut fait, la FPIP devient le vecteur des idées du Front national dans la police. Son bulletin Police et Sécurité est parrainé, en 1987 par un comité de soutien qui comprend alors Pierre Descaves, député FN, Roland Gaucher, directeur de National Hebdo, Jean-Claude Goudeau, directeur général de Minute, Roger Holleindre, député FN, Martine Lehideux, députée européenne FN, Pierre Pujo, directeur d'Aspects de la France (publication d'Action Française) et François Romero, président de l'association Légitime Défense. Non contents de répandre l'idéologie sécuritaire au sein de la police, de réclamer le retour de la peine de mort, Police et Sécurité publie des articles « historiques » consacrés à l'épuration, d'autres remettant en cause la « démocratie ploutocratique ».

Il y a aussi la participation de membres à des attentats à la fin des années 1980. Plusieurs syndiqués et cadres dont le secrétaire général de l'époque Serge Lecanu sont révoqués, poursuivis, et condamnés, pour « association de malfaiteurs », après avoir inspiré et/ou planifié au moins deux attentats avec le Parti nationaliste français et européen (PNFE)².

¹ Notons que le Front National a été fondé en octobre 1972...

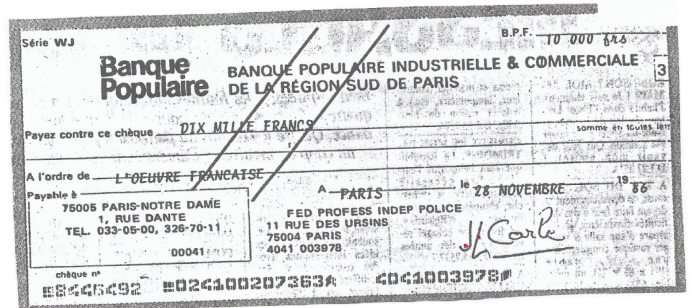
² Il s'agit de celui du siège du Globe (journal de gauche méditerranéenne, qui avait ciblé Le Pen et les « néo-fascistes » les mois précédents) le 31 juillet 1988 à Paris, et des explosions de foyers Sonacotra (hébergement social et d'immigrés), à Cannes en mai avec deux blessés, Nice en juin sans dégâts, et surtout Cagnes-sur-Mer le 19 décembre qui fit un mort d'origine roumaine et douze blessés dont un grave.

Le 26 février 1992, seize policiers parmi lesquels quatre dirigeants de la FPIP, dont Philippe Bitault (président adjoint), étaient révoqués pour manifestation interdite (dépôt de gerbe le 17 juin 1991 à la mémoire de Marie-Christine Baillet, policière ayant trouvé la mort à Mantes-la-Jolie). Ils ont par la suite été réintégrés, le Conseil d'État estimant une disproportion des sanctions en regard des faits.

Une des grandes revendications de la FPIP, outre la création d'une quatrième fonction publique de la sécurité regroupant tous les acteurs de la Sécurité Publique en France (police nationale, sapeurs-pompiers, administration pénitentiaire, douanes, etc.) a été la modification du cadre de la légitime défense pour les policiers afin de permettre la facilitation de l'engagement du tir. La plupart de ses interventions sont focalisées sur la lutte à tout prix contre la délinquance et le laxisme de la justice « Pour la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), l'éradication de la délinquance nécessite l'usage de la force, et donc le risque de dommages collatéraux. En France, nous ne sommes pas prêts à accepter que, lors d'une intervention musclée pour rétablir l'ordre, l'on

prenne le risque d'un blessé grave, voire d'un décès dans le « camp des délinquants » et encore « Une justice qui pratique de manière permanente le deux poids deux mesures entre les bons citoyens et la racaille. »

Malgré les fréquents démentis, les liens de la FPIP avec l'extrême droite sont patents. Avec le PNFE, mais aussi avec l'Œuvre française. Pierre Sidos déclarait « qu'à une époque, nous avions la moitié des membres du bureau exécutif » de la FPIP³.



Résultat aux élections professionnelles

(Comité technique ministériel)

La FPIP a obtenu son meilleur résultat électoral en 1998 avec 10,3% des suffrages.

* décembre 2014 : 3,35 %

* décembre 2018 : 1,20 %

Depuis janvier 2016, David Portes est le secrétaire général fédéral.

Plus récemment, trois policiers en poste à Amiens sont mis en examen pour avoir tenu des propos antisémites, dans la nuit du 1er au 2 février 2016, alors qu'ils se trouvaient après leur service dans un bar de la ville. L'un d'eux est le brigadier-chef Christophe Lengelé, qui en plus d'être militant de la FPIP était en 2002 candidat suppléant aux législatives sous l'étiquette FN dans la sixième circonscription de la Somme. Sa sœur portait les couleurs du parti dans le Rhône. Son épouse est actuellement conseillère régionale FN de Picardie. À Amiens même, il ne faisait pas mystère de ses idées, puisqu'il était encore candidat aux élections au comité central du FN, en novembre 2007.

Le syndicat professionnel des policiers de France (S.P.P.F.)

En 1984, un autre syndicat d'extrême droite apparaît dans la police, le Syndicat professionnel des policiers de France (SPPF), créé d'ailleurs par Gérard Pain, un ancien membre de la FPIP de 1971 à 1982, lequel, après un détour d'un an par la CFTC, crée cette structure « au nom d'un syndicalisme policier apolitique et véritablement professionnel », et afin de prendre en main les intérêts des « policiers écœurés ».

Le 16 novembre 1988, un brigadier de police au commissariat du 20ème arrondissement de Paris, Patrick Determan, membre du SPPF, est révoqué pour « diffusion de tracts à caractère raciste ». Cette affaire de distribution de tracts racistes dans un commissariat sera à l'origine d'une circulaire du Préfet de Police Pierre Verbrugge mettant en garde très fermement les policiers contre le racisme.

Le SPPF n'a jamais réussi à s'imposer dans l'univers du syndicalisme policier. Aux élections professionnelles de décembre 1995, il était crédité d'un possible résultat d'environ 0,4 % sur l'ensemble du territoire national, mais est dans l'impossibilité de se présenter aux scrutins en raison d'un défaut de représentativité et appelle au boycottage du premier tour.

Après l'interdiction du Front National-Police le 10 mars 1997, il accueille une partie des adhérents et des dirigeants du FN-Police, alors que d'autres s'orientaient vers la FPIP ou la CFTC.

C'est à cette occasion que Frédéric Jamet (un de ses dirigeants et rédacteur en chef du journal du FN-Police « Le policier français ») rejoint ses rangs, jusqu'à devenir secrétaire général d'une organisation dont le président est un brigadier-chef de Marseille, René Vollmer. Frédéric Jamet est lieutenant à l'OCTRIS, après un passage aux Renseignements Généraux.

Frédéric Jamet pourfend à longueur de communiqués et de tracts la « dissolution de l'ordre moral ». En février 1996, par exemple, il s'adressait aux policiers de France pour dénoncer la « loi et la morale bafouées ». « Haro sur le flic, mort au flic ! crie une jeunesse cosmopolite, dépravée, abrutie de stupéfiants et de sous-culture nord-américaine, nous ne voulons plus être les pigeons d'un système pourri, ou pour rester dans la volaille, les dindons d'une farce tragique. Nous voulons être respectés par les braves gens et craints par les malfrats », écrit-il aussi.

« Catastrophe » en février 1998, huit personnes, dont trois policiers, sont placées en garde à vue dans le cadre d'une affaire d'association de malfaiteurs. Parmi les trois policiers figurent le lieutenant Frédéric Jamet et le capitaine Patrick Guillermic, affecté au Service Départemental de Police Judiciaire (SDPJ) des Hauts-de-Seine et membre du bureau national du syndicat.

A l'origine de toute l'affaire se trouve un renseignement en provenance d'Italie, transmis par les policiers transalpins à leurs collègues de l'Octris, relatif à un groupe de franco-italiens

³ Voir sa longue interview à la revue Charles, numéro 5 avril 2013. Le principal militant de l'Œuvre française était Jean-Luc Carle, dirigeant du SPPN et vice-président de la FPIP. Les liens étaient aussi financiers, L'Humanité publie dans son édition du 15 janvier 1987 la photocopie d'un chèque de la FPIP à l'OF

soupçonné d'entretenir des liens étroits avec la mafia calabraise, la N'Drangheta, et un français repéré comme un policier après un contrôle d'identité effectué à Florence. Au fil d'un travail qui dure plusieurs semaines, les enquêteurs de l'Ocristis s'aperçoivent que leurs suspects semblent se livrer à des repérages en vue d'effectuer des hold-up. Apparemment, il ne s'agit pas d'une affaire de stupéfiants, comme il en avait d'abord été question. Les enquêteurs identifient leur collègue et cela rend l'enquête encore plus délicate : ses propres collègues doivent le surveiller sans qu'il s'en rende compte.

L'enquête permet de mettre en cause les franco-italiens et leurs

Le Front National - Police

Au milieu des années 1990, Bruno Gollnisch, alors secrétaire général du Front national, souligne la nécessité de constituer « un Front social sur le front du travail ». L'opération visant à lancer des syndicats FN est confiée au délégué général-adjoint Philippe Olivier.



Le premier à voir le jour est le Front national - Police (FNP), et son « antenne parisienne » Solidarité - Police, le 6 novembre 1995 juste avant les élections professionnelles des 12 et 15 décembre 1995. Il est pleinement reconnu par le ministère de l'intérieur de Jean-Louis Debré. Il est présidé par Jean-Paul Laurendeau⁵, conseiller municipal FN de Brunoy (Essonne) de 1989 à 1995.

complices policiers dans un hold-up commis chez l'importateur de caviar Petrossian. Au cours des perquisitions, la police découvrit des armes de poing, un fusil à pompe, et 150 000 francs en espèces et également au domicile de Frédéric Jamet, un chèque de 1 050 000 deutschemarks (environ 3,5 millions de francs), émanant d'une banque croate que le groupe essayait de faire encaisser en une tentative d'escroquerie.

Dommage, car Frédéric Jamet⁴ devait être colistier de Jean-Yves Le Gallou sur la liste des Hauts de Seine aux élections régionales du 15 mars 1998 ! Cette histoire sonne le glas du SPPF.



Commentant ces élections, le journal l'Humanité daté du 18 décembre 1995 titrera « Les syndicats d'extrême droite progressent chez les policiers ». En effet l'extrême droite effectue, pour la première fois, une réelle percée aux élections professionnelles chez les policiers en tenue avec quelque 13% des voix⁶. Le Front national de la police obtient un score de 7,53%, (ce résultat lui permettant d'obtenir un siège à l'instance paritaire de la police nationale) et l'autre syndicat d'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) recueille 5,86%. Ces deux syndicats enregistrent des scores spectaculaires dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Picardie, Haute-Normandie et Lorraine.

Le 10 avril 1998 le syndicat est invalidé par la Cour de Cassation⁷ à la suite de requêtes des autres syndicats policiers⁸. Le tribunal lui reproche son objectif de diffuser l'idéologie d'un parti politique et le fait que son président doit statutairement être informé de l'appartenance politique de ses adhérents.

Avant cette invalidation, les membres et cadres du FN-Police partirent vers la FPIP, le SPPF ou la CFTC où grâce au paravent « France Police » ils pratiqueront l'entrisme.

LIBERTE SYNDICALE POUR TOUS!

Le syndicat FNP a été interdit d'appellation et d'exercice syndical le 10 mars 1997, à l'instigation de six syndicats de fonctionnaires de gauche et d'extrême gauche, dont la FASP, qui a déposé son bilan le 10 avril 1997 (près de 50 MF), la CGT et la CFDT.

Le FNP n'est pas dissous ! Il fait appel de cette décision

Cour d'Appel de Paris le 20 mai à 14h15, chambre A.

- Il est à remarquer qu'à aucun moment les services du Ministère de l'Intérieur n'ont entamé de procédures contre le FNP.
- Au contraire, le Conseil d'Etat a avalisé son existence en novembre 1995.
- Sur la base de cet avis, le Ministre de l'Intérieur a donné au FNP l'accès légal aux élections professionnelles, ce qui a exaspéré les dits syndicats et les a fait se liguer contre le FNP pour tenter de le détruire, en recourant à la juridiction civile (TGI d'Evry).
- L'association les Amis du FNP n'était pas visée par les assignations délivrées par les syndicats demandeurs et continue d'exister librement.
- C'est pourquoi, conscients de l'enjeu de base que représente pour tout citoyen la liberté de créer un syndicat de son choix comme le prévoit la Constitution, nous, association des Amis du FNP voulons rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans les préoccupations civiles suivantes :
 - 1) défense et promotion du lien civique naturel existant entre les policiers et les citoyens.
 - 2) reconnaissance par les citoyens des difficultés professionnelles exceptionnelles rencontrées par les policiers actuellement en France.
 - 3) défense des idéaux et des valeurs défendus par le syndicat FNP.

POUR SOUTENIR LES POLICIERS PERSECUTES ADHEREZ ET FAITES ADHERER AUX AMIS DU FNP

⁴ Toujours proche de l'Œuvre française, Frédéric Jamet est une « figure » de l'ultradroite que l'on retrouve encore aux côtés d'Yvan Benedetti ou d'Hervé Ryssen au début du mouvement des Gilets Jaunes. Pour un portrait : <https://lahorde.samizdat.net/2018/11/22/paris-des-antisemites-sous-les-gilets-jaunes/>

⁵ Il a commencé sa carrière syndicale à la CFTC, avant de rallier la Fédération Professionnelle Indépendante de la Police (FPIP) où il devient secrétaire général, mais qu'il quitte en 1994 faute de prendre le pouvoir de la fédération. Il fonde alors Solidarité-Police et le Front National-Police. En 1993 il débarque en uniforme, avec deux stagiaires, à la fête Bleu-Blanc-Rouge du Front National. Une patrouille de police est malheureusement tombée sur leur voiture de service, et Laurendeau est un temps suspendu pour avoir violé le devoir de réserve.

⁶ La FPIP présente chez les officiers n'y a pas effectué de percée.

⁷ Cour de Cassation, Chambre mixte, du 10 avril 1998, 97-17.870 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?idTexte=JURITEXT000007040971>)

⁸ La CGT, la CFDT, le Syndicat National des Policiers en Tenue (SNPT) et la Fédération Autonome des Syndicats de Police (FASP). Avant cette invalidation les membres et cadres du FN-Police partirent vers la F.P.I.P., le S.P.P.F. ou la C.F.T.C. où grâce au paravent « France Police » ils pratiqueront l'entrisme.

Le Syndicat France Police – Policiers en colère



En mars 1997 « France Police » est fondé à Paris sous statut associatif (probablement en prévision de l'invalidation du FN-Police⁹). Les policiers frontistes se sont construit une nouvelle façade avec un joli logo - un casque de Gaulois sous un soleil, encadré de feuilles de chêne. Devenu syndicat il adhère le 17 octobre 1997 à l'Union française du travail (UFT), une scission de 1975 du syndicat jaune Confédération Française du Travail.

A la mi-1997, avec la bénédiction de son secrétaire général, Antoine Alessandrini, le minuscule syndicat CFTC-Police qui culmine à 0,7 % récupère onze responsables du FN-Police et entend bien présenter une liste musclée aux élections professionnelles de début 1998. Ainsi sont désignés :

- Eric Samyn comme délégué syndical à Sedan qui était encore il y a un mois secrétaire national de l'association Solidarité-Police (la représentation parisienne du FN-Police) ;

- Claude Choplin, délégué syndical au Mans et ancien délégué de Solidarité-Police ;

- Franck Soulfour, délégué syndical à Clermont-Ferrand. Il est à la fois délégué CFTC-Police et France-Police, qui déclare « un monde où la seule présence d'un policier est déjà considérée comme une provocation, où on nous demande d'évacuer des manifestants et preneurs d'otage en douceur », et bien évidemment Jean-Paul Laurendeau, ex-président du FN-Police.

Alessandrini est convoqué à la direction de la CFTC le 2 octobre et on le somme de faire le ménage : « Pas question de prendre des personnes ayant appartenu notoirement au FN-Police dissous ou c'est toi qui va être dissous » lui dit-on. Il obtempère et démissionne ses onze délégués.

Au début des années 2000, le syndicat CFTC de la Police nationale est dirigé par Michel Thooris¹⁰ et Jean-Christophe Carme qui le renomme en mars 2005 « Action Police CFTC¹¹ ». Il obtient 1,4 %, soit 1084 voix, aux élections professionnelles de novembre 2006 au sein de la Police nationale chez les gradés et gardiens de la paix. Il est arrivé en 3e position dans le corps des officiers de police.

Lors des émeutes en banlieue de 2005, Action Police CFTC appelle à l'intervention de l'armée dans les banlieues. Sur sa page Facebook, Michel Thooris écrit que « C'est l'Intifada contre la police dans les quartiers et aucune politique propre à enrayer ce phénomène n'est mise en place ». C'est par son intermédiaire, car il est proche de l'extrême droite israélienne, que le syndicat se rapproche des associations comme la LDJ et le Betar. Il déclare ainsi : « Mon organisation syndicale, Action Police CFTC, et moi-même pensons qu'il y a véritablement une guerre qui a été déclenchée par l'islam radical contre l'occident judéo-chrétien, dont les premières victimes sont les français autochtones et la communauté juive (composée de français à part entière). »

Le syndicat multiplie les outrances : il fait campagne contre les salles de prières dans les écoles de police. Dans un communiqué publié le 5 juin 2006, Michel Thooris déclare ne considérer en aucune façon la Ligue de défense juive et le Bétar comme

sources de troubles à l'ordre public, précisant que « ces associations accomplissent une mission de service public en défendant les personnes et les biens ». La CFTC entame alors une procédure de destitution de ses dirigeants, met le syndicat sous tutelle en le rattachant à la Fédération des fonctionnaires et des agents de l'État (FAÉ). Ce conflit sera porté en justice jusqu'à la Cour de Cassation.

La CFTC nomme de nouveaux responsables : président Frédéric Vidal (il est également le président de la fédération du Centre National des Indépendants et Paysans du Pas-de-Calais), secrétaire général Frédéric Chochois, secrétaire général adjoint Georges Le Garrec (ancien secrétaire national de la F.P.I.P.).

En 2007, Michel Thooris et ses proches quittent la CFTC et rejoignent France Police. Il en devient le secrétaire général en 2009. En octobre 2009, France Police se renforce grâce à l'arrivée du Syndicat autonome des policiers de France (SAPF)¹² qui était membre de la Confédération autonome du travail. Le syndicat ne peut se présenter aux élections professionnelles de 2010, l'administration ne le considérant pas représentatif.

Lors d'une interview à Nation Press Info le 6 novembre 2014, à la question posée de savoir s'il se considérait comme progressiste, Michel Thooris répond : « Progressiste ? Qui peut être contre le progrès ? Sauf que derrière le mot progressiste, il n'y a point de progrès mais l'accompagnement de la politique social-démocrate imposée par l'Union européenne et relayée par l'UMPS sur le plan politique et par les confédérations sur le plan syndical. Alors non, nous ne sommes pas progressistes ».

Après le mouvement des policiers en 2016 et la création des « collectifs » comme « Mouvement des Policiers en Colère » (M.P.C.), le syndicat France Police accole par opportunisme « Policiers en colère » à son nom.

Lors du mouvement des Gilets Jaunes, le syndicat a pris fait et cause pour ce nouveau mouvement (les Gilets Jaunes le lui ont bien rendu d'ailleurs en diffusant largement les textes du syndicat et les propos de Michel Thooris).

L'équipe dirigeante du syndicat est très marquée à l'extrême-droite : Damien Monchau, élu au conseil national du RN et ancien candidat (battu) du FN aux législatives de 2017 et aux municipales partielles de 2015 à Vénissieux, Marc Taïr, membre du comité de soutien de Marine Le Pen pour la présidentielle de 2012, Smaïl Khaldi, de la très droitière Union des patriotes français juifs que préside également Michel Thooris, et l'historique Jean-Paul Laurendeau, membre fondateur honoraire de France Police et fondateur et président du FN-Police.

Résultat aux élections professionnelles

(Comité technique ministériel)

* décembre 2014 : 0,96 %

* décembre 2018 : 3,12 %

⁹ D'ailleurs le siège de « France Police » (et de Solidarité Police) est le domicile de Jean-Paul Laurendeau, dont nous avons déjà parlé : conseiller municipal Fn de Brunoy (Essonne) de 1989 à 1995, ancien secrétaire général de la F.P.I.P., président du Front National-Police.

¹⁰ Il commence comme militant du Mouvement Pour la France entre 1999 et 2005 (il en est le conseiller sécurité de 2003 à 2004). En 2007, il se présente aux élections législatives dans la 1ère circonscription de Paris sous l'étiquette d'un fantomatique Parti anarchiste révolutionnaire (0,25%). On le retrouve en octobre 2011 dans l'organigramme officiel des 43 conseillers politiques de la campagne présidentielle de Marine Le Pen, plus précisément en charge de la sécurité. Il est candidat du FN aux élections législatives de juin 2012 dans la 8ème circonscription du Val d'Oise (10,5%). En mars 2014, il est le candidat du FN aux élections municipales à Carros (06) où il réalise 21,4 % au premier tour.

¹¹ L'avocat du syndicat est... Gilbert Collard.

¹² Créé en 1984 au sein de la CAT (Confédération autonome du travail). Cette dernière, plutôt confidentielle, est très marquée à droite.

Revenons à la CFTC

La CFTC a, comme nous l'avons vu, toujours servi de refuge à l'extrême droite policière. En 2011, le syndicat de policiers de la CFTC a été contacté par la F.P.I.P. en vue de conclure une « convention d'association ». Cette association devait permettre, à l'issue d'une période probatoire de trois ans maximum, de concourir aux élections sous une même bannière sans que les adhérents de la FPIP soient membres de la CFTC. Aux élections professionnelles de 2014, la FPIP sous ses seules couleurs a obtenu 3,35 %, ce qui ne lui a pas permis d'être représentative, tandis que la CFTC-Police n'a recueilli que 1,06 %. En janvier 2016, la FPIP a signé une « convention d'association » avec la Fédération des fonctionnaires et des agents de l'Etat (FAÉ), une étape pouvant être suivie d'une affiliation en bonne et due forme de cette organisation à la confédération. En avril 2016, David Portes, le secrétaire général de la FPIP, expliquait que la CFTC était « la confédération la plus proche de [leurs] idées » et qu'elle l'avait accueillie « à bras ouverts ». Il réfutait en même temps sa proximité avec le FN, « une image entretenue par les autres organisations syndicales ».

Mais le 1er juin 2016, la FPIP diffusait un tract, avec le sigle CFTC, sur sa réception à l'Assemblée nationale par Marion Maréchal-Le Pen, alors députée FN du Vaucluse. Orné d'une photo de David Portes aux côtés de Marion Maréchal-Le Pen, ce tract soulignait : « Madame la députée a été à l'écoute de toutes nos revendications. Nous lui avons fait part de notre inquiétude sur les faits de violences que subissent les forces de l'ordre. Madame la députée a pris conscience que la police nationale est en mode survie. Nous la remercions de toutes ses interventions à l'Assemblée nationale en faveur de la défense des forces de l'ordre. »

Fin février 2017, un conseil confédéral dénonçait la convention d'association, le trésorier confédéral déclarant « ne pas continuer cette collaboration... On ne peut pas accepter qu'une organisation soit affiliée si elle défend des valeurs contraires aux nôtres ».



Capture d'écran d'une publication d'Impact Police CFTC

Le 1er janvier 2018, le syndicat CFTC-Police prend le nom de « Impact police CFTC » dont voici un florilège récent : « Le véritable problème, c'est le manque de moyens alloués à la Justice ! Qui faute d'argent, de prisons surchargées, de peines trop légères, etc. rend le travail de la police inexistant. Enfreindre la loi ne fait plus peur... » (28 janvier 2020 page Facebook), « Le plaquage ventral encore à la une des journaux ! Impact Police espère que l'administration ne se laissera pas prendre sous la pression médiatique ! Le plaquage ventral constitue malheureusement la seule et unique technique d'interpellation efficace face un individu récalcitrant » (9 janvier 2020 page Facebook, lors du décès de Cédric Chouviat à l'occasion d'une interpellation par la police), « Fraisse : Non-lieu pour le Gendarme qui a lancé la Grenade ! Impact Police se félicite de cette bonne nouvelle » (9 janvier 2020 page Facebook).

Et avec un air de déjà vu, le 10 avril 2019, un congrès extraordinaire d'Impact police – CFTC permet une fusion avec... la F.P.I.P. ! Le secrétaire général fédéral de la F.P.I.P., David Portes, devient président d'Impact Police – CFTC et déclare sur le tract qui annonce l'événement « Impact Police hérite de l'ADN FPIP et de ses méthodes de travail ».

Le 16 juillet, le compte Facebook d'Impact Police-CFTC poste le message suivant : « Impact Police CFTC remercie sincèrement sa confédération CFTC et surtout Monsieur HEITZ E ». Reçu en début juillet à la demande du secrétaire général de la confédération, le syndicat est placé sous tutelle. Cette tutelle aura pour seul but de mettre en place un nouveau congrès et une nouvelle équipe dirigeante forte statutairement, avec tout le soutien juridique de la confédération. Si vous souhaitez faire partie de cette nouvelle équipe, (certaines conditions statutaires sont obligatoires), vous pouvez nous contacter, on vous répondra avec plaisir. Rassurez-vous, nous continuons à vous défendre et à vous représenter. »



Capture d'écran d'une publication d'Impact Police CFTC

Il apparaît que les policiers votant à l'extrême droite lors des différents scrutins institutionnels ne portent pas leurs suffrages sur les listes des syndicats d'extrême droite policiers. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène : le choix d'un syndicat « majoritaire » siégeant déjà dans les instances administratives paritaires, le mépris pour le syndicalisme par les personnes se réclamant de cette idéologie...

On peut penser que ces personnes ont trouvé refuge dans les syndicats policiers classés à droite à l'image de ceux affiliés à la confédération CFE/CGC : Alliance Police Nationale pour les gardiens et gradés, Synergie Officiers pour les officiers et le Syndicat Indépendant des Commissaires de Police (SICP) pour les commissaires (on ne parle ici que des syndicats des personnels dits « actifs » sachant qu'au sein de la CFE/CGC se trouvent également des syndicats pour les personnels administratifs, techniques, scientifiques). Alliance Police Nationale est le résultat de la fusion de deux organisations syndicales, le 9 mai 1995 : le Syndicat indépendant de la Police nationale (SIPN), représentant les gardiens de la paix et le Syndicat national des enquêteurs (SNE), représentant les enquêteurs de police. En juin 1997, le Syndicat des gradés de la Police nationale (SGPN) rejoint Alliance Police Nationale et l'union de ces trois organisations est définitivement scellée au cours d'un congrès de fusion qui se déroule en janvier 1998. À la suite de ce congrès, Alliance Police nationale obtient son affiliation à la CFE-CGC. Synergie Officiers et le SICP sont issus à l'origine de scissions franciliennes et jeunistes des organisations majoritaires dans leurs corps.

Bien que marqué à droite (par exemple l'ex-secrétaire général Bruno Beschizza, membre des Républicains, tendance Sarkozy, est entré en politique en 2010 : maire d'Aulnay-sous-Bois, conseiller départemental et conseiller régional) les syndicats du pôle CFE/CGC ont encore durci leurs discours. Les revendications du syndicat donnent à penser une certaine vision de la société, plus autoritaire et plus répressive : allongement de la durée initiale de garde à vue, simplification des règles de perquisitions de nuit, élargissement du droit du port d'arme des policiers à tous les lieux recevant du public, retour des peines planchers... En août 2019, un communiqué de presse rédigé par l'antenne départementale de l'Hérault écrit dans un style incendiaire pour dénoncer « les insultes et les propos scandaleux dignes de barbares » adressés par des manifestants à l'encontre des forces de l'ordre et pointe qu'une « grosse partie des manifestants » s'étaient comportés « comme des sous-êtres humains ».

Et que dire du meeting organisé par le syndicat en mai 2016 contre « la haine anti-flics » où s'étaient retrouvés, pour de nombreux selfies, les députés frontistes Marion Maréchal-Le Pen et Gilbert Collard.

Synergie Officiers est sur la même ligne maximaliste. A l'occasion d'un tweet publié lors de la manifestation contre les violences policières du 2 juin 2020, il dénonce « le business des pseudos #ViolencesPolicières », et poste une photo du dirigeant d'Al-Qaida au Maghreb islamique annoncé mort, l'accompagnant de ce message : « Journée de deuil pour nombre de participants de la manifestation du 10 novembre 2019¹³ (à deux

pas de Charlie Hebdo) pour partie recyclés dans le business des pseudos #ViolencesPolicières et qui pratiquent le #racisme décomplexé quand il s'agit de #policiers ». Ils font peu de cas des élus parlant dans un tract du 14 février 2019 « Des clowns du parlement européen (qui) condamnent l'usage du LBD », et continuant, « On connaissait l'inutilité du parlement européen et les avantages grassouillets qu'il procure à ses membres (indemnités délirantes, émargements furtifs, emplois fictifs ...) et l'absence de courage qui les caractérise en général sur les menaces qui pèsent sur la sécurité des peuples européens (terrorisme, crise migratoire, PNR...) ». Un tract sur les manifestations de Gilets Jaunes ? « Des policiers en voiture poursuivis par des essaims de cloportes (zadistes, antifas, no border...) certains de leur impunité dans un état impotent... ».

La CFE/CGC héberge de bien curieuses personnes...

Ce panorama ne serait pas complet sans évoquer les différents collectifs qui ont vu le jour à la suite de l'agression de policiers, le 8 octobre 2016, à Viry-Châtillon (91). Ces collectifs et associations se disent « indépendants » et prétendent représenter les « policiers de la base », le tout sur un violent discours anti-syndical. Il y a tout d'abord « Mobilisation des Policiers en Colère » (M.P.C.) qui ont des antennes départementales et l'Union des Policiers Nationaux Indépendants (UPNI), une fédération qui regroupe les « Collectif Libre et Indépendant de la Police » (CLIP) et le Collectif Autonome des Polices Île de France (CAP-IDF)¹⁴ qui publie sur son compte Facebook en octobre 2018 la photographie et l'adresse d'un « black bloc » au visage en sang : « Nous, nous considérons [qu'il est] une vermine au même titre que bien d'autres ».

HAINE ANTI-FLIC
TAHA BOUHAFS A LA RAGE...

Taha Bouhafs @T.Bouhafs - 6h
On vient de m'envoyer une photo de mon interpellation à Alfortville.

L'agent de la BAC du 94 qui a son genou sur ma tête, qui m'a déboulé l'épaule et qui m'a tabassé dans la voiture, s'appelle [nom].

Saches [nom] que je ne te lâcherai pas, je me battrais jusqu'à bout

TAHA BOUHAFS qui après avoir été interpellé à Alfortville jette désormais en pâture le nom d'un de nos collègues sur les réseaux sociaux. Attitude lâche qui n'étonnera personne tant le parcours de Taha BOUHAFS est jonché de rancœurs et d'aversion pour tout ce qui porte un uniforme.

Que Taha BOUHAFS sache que notre collègue n'est pas seul, et qu'ALLIANCE POLICE NATIONALE est à ses côtés!

ALLIANCE POLICE NATIONALE *renouveau, détermination, exigence*
Le 21/11/19
Le bureau régional 94/PAF Orly

Tract du syndicat Alliance Police Nationale 94 du 21 novembre 2019 ciblant le journaliste Taha Bouhafs.

¹³ référence à la manifestation contre l'islamophobie qui avait rassemblé plus de 13 000 personnes à Paris

¹⁴ Cf : l'article de VICE du 15 novembre 2018 « Dans l'internet des flics haineux » - <https://www.vice.com/fr/article/439vba/dans-linternet-des-flics-haineux>

L'instrumentalisation du Mouvement Végan

par l'Extrême Droite

Le véganisme bénéficie en France depuis une dizaine d'années d'une certaine reconnaissance. Il se présente comme un engagement à ne pas œuvrer à l'assujettissement, aux mauvais traitements et à la mise à mort de n'importe quel individu d'espèce animale. Les végan.es s'efforcent ainsi d'éviter tout produit, tout service et toute activité impliquant l'exploitation d'animaux. Etant donné que ceux que nous exploitons sont dans leur immense majorité pêchés ou élevés en vue de la consommation humaine, le véganisme est parfois confondu avec le régime végétalien. Or on peut tout à fait être végétalien.ne sans être végan.e. On peut choisir de ne manger aucune nourriture d'origine animale tout en continuant de porter du cuir ou d'aller au zoo. De plus, le véganisme n'est pas seulement une conséquence pratique du fait de refuser de faire du mal à des animaux, mais aussi et surtout un instrument politique au service de leur libération.

Il s'agit ici d'apporter une critique sur l'instrumentalisation du mouvement végan par les organisations d'extrême droite et les mouvements complotistes. Cet article n'a pas vocation à amener une critique globale sur le mouvement végan qui vise à sortir de la dépendance vis-à-vis des animaux, mais aussi de défendre la victime qui fait l'objet d'une exploitation, aujourd'hui l'espèce animale.

Dès la fin du XIXème siècle, il existe de réelles passerelles entre la pensée d'extrême droite et la cause animale, car cette dernière s'enracine dans un idéal de pureté avec l'image d'une société fermée sur elle-même et ramenée à l'état de nature. La propagande d'extrême droite s'est toujours servie de la défense des animaux pour servir ses fins. Ainsi, dans l'Allemagne nazie, l'abattage rituel juif était souvent repris dans les films de propagande afin de condamner un type de mise à mort en particulier. Le régime nazi a également interdit la vivisection au profit des expérimentations humaines mais il ne s'agissait là encore que d'un élément de propagande puisque l'Histoire a bien démontré que les expérimentations humaines étaient d'abord effectuées sur des individus d'espèce animale. L'historienne Elizabeth Hardouin-Fugier a pu rappeler que la première loi sur la protection animale promulguée le 24 novembre 1933 émanant d'Adolf Hitler était en réalité un travail législatif antérieur repris à son compte. La propagande de Goebels s'est ensuite chargée de présenter ces travaux comme une preuve du haut degré de civilisation de l'Allemagne nazie. Ces faits historiques montrent bien que l'extrême droite a toujours voulu utiliser le thème de la libération animale pour sa propagande sans jamais la faire suivre de faits. Adolf Hitler ainsi qu'Heinrich Himmler (de profession éleveur de poulets en batterie) étaient eux-mêmes végétariens, estimant que les contraintes alimentaires étaient une façon de prouver leur supériorité raciale. Dans les années 1950, Savitri Devi, une défenseuse des animaux pro-nazie, a écrit plusieurs ouvrages sur le « véganisme éthique ». Ajoutons que les végan.es mettant

en équivalence Shoah, esclavage et exploitation animale, instrumentalisant des faits pour tenter d'en expliquer d'autres. L'assertion selon laquelle l'exploitation animale « serait comme la Shoah ou l'esclavage » n'est pas seulement abjecte sur le plan éthique : elle est non pertinente en termes d'analyses politique et historique puisqu'un régime dictatorial national-socialiste n'est pas identique à un gouvernement démocratique, la résistance des personnes se définissant comme juives ou stigmatisées comme telles par le IIIe Reich n'est pas comparable avec la « résistance » des animaux. En relativisant les spécificités de chaque situation, ces raisonnements par analogie font le lit du racisme, de l'antisémitisme et du négationnisme.

Plusieurs groupes végans et de défense de l'espèce animale aujourd'hui installés en France mais aussi à travers le monde sont clairement positionnés sur une idéologie d'extrême droite ou rattachés à l'ultradroite. A l'instar du

groupe aujourd'hui disparu Section Défense Animale, directement associé au groupe Troisième Voie auquel appartenait Esteban Morillo, à l'origine du décès du militant antifasciste Clément Méric. De nombreux sites néonazis et suprémacistes blancs font du véganisme un élément central de leur propagande fasciste. Ainsi, sur le site international néonazi aryanism.net, on peut lire que « le mode de vie qui ne génère aucune demande pour les animaux a toujours été une caractéristique principale du National Socialiste authentique, un signe de véritable empathie et un niveau de noblesse au-dessus des normes actuelles ». D'autres militant.es montrent du doigt les méthodes d'abattage « casher » et « hallal ». Notamment ceux de Cause Animale Nord, de Sea Shepherd ou des personnalités comme Brigitte Bardot qui ont plus d'une fois montré que leur « défense des animaux » leur permettait d'exprimer des propos haineux. Cibler les méthodes d'abattage qui ne sont pas issues de la tradition chrétienne illustre souvent les aspects racistes et nationalistes de leur pensée politique.

Le Rassemblement National a lui aussi une politique de protection animale, même si elle est moins marquée que son homologue anglais le British National Party, puisqu'elle se résume en une seule phrase sur le programme des dernières élections présidentielles : « faire de la protection animale une priorité nationale ». Le sujet est un fantastique couteau suisse et la cause ne semble jamais aussi précieuse que lorsqu'elle vient soutenir d'autres engagements frontistes. Le Rassemblement National ne prévoit en aucun cas dans son programme d'interdire le gavage des oies ou la corrida (deux combats parmi tant d'autres des mouvements de libération animale) mais met en avant des enjeux identitaires et économiques. Sous couvert de bien-être animal, Marine Le Pen met en avant un protectionnisme économique cher à son parti (en proposant d'interdire l'importation de produits ne respectant pas nos normes) mais surtout un rejet des juifs et des musulmans. En effet, le

§ 2

Pflanzen und Tiere

Der Schutz von Pflanzen und nichtjagdbaren Tieren erstreckt sich auf die Erhaltung seltener oder in ihrem Bestande bedrohter Pflanzenarten und Tierarten und auf die Verhütung mißbräuchlicher Aneignung und Verwertung von Pflanzen und Pflanzenteilen oder Tieren (z. B. durch Handel mit Schmuckreisig, Handel oder Tausch mit Trockenpflanzen, Waffenfänge und industrielle Verwertung von Schmetterlingen oder anderen Schmuckformen der Tierwelt).

Deuxième paragraphe de la loi de protection de la nature de 1935.

Rassemblement National a principalement centré sa lutte sur la dénonciation des abattages rituels dont il est plus facile de demander l'interdiction sous prétexte de bien-être animal que de pur racisme. Nous nous souvenons tous d'ailleurs il y a quelques années du combat du Front National contre les enseignes « Hallal » pour ensuite mieux soutenir (voire organiser comme à Hayange) les « fêtes du cochon » sur le territoire. Le collectif « Vigilance Hallal » tout comme le Collectif Belaud-Argos (organisations luttant contre l'abattage rituel) n'étaient d'ailleurs que des associations satellites du parti de Marine Le Pen.

Une dernière tendance semble bien s'installer et est bien plus pernicieuse que l'extrême droite, c'est celle des théories du complot liées aux dérives sectaires. Des figures emblématiques de la protection animale ou de l'alimentation saine véhiculent ces théories sur internet, à l'instar de Thierry Casasnovas. Même s'il ne se réclame pas du mouvement végan, ce naturopathe a créé en 2011 une chaîne Youtube prônant une alimentation saine à base de jus de fruits et de légumes. Il défend dans la ligne du connu Docteur Hamer (accusé d'être la cause de la mort prématurée de 140 personnes et condamné pour exercice illégal de la médecine) que la maladie n'existe pas et qu'à ce titre, tout traitement médicamenteux est à proscrire. La plateforme TEDx qui s'est donnée pour mission de « diffuser des idées qui en valent la peine » a mis récemment en ligne une conférence de ce youtubeur. Thierry Casasnovas, proche de la sphère conspirationniste antisémite et signalé à plus de 500 reprises pour ses dérives auprès de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), a disposé d'un peu plus de vingt minutes pour partager avec son

public « des clés de régénération qu'il a testées sur lui-même alors qu'il était entre la vie et la mort ». Après une interpellation sur Twitter, TEDx a assorti sa vidéo d'un avertissement, sans pour autant la retirer. Dans une vidéo mise en ligne le 7 janvier dernier, Casasnovas exécute une « quenelle », geste popularisé par Dieudonné M'Bala M'Bala, que le youtubeur avait fait monter sur scène en juin 2019, à l'occasion des « Rencontres de la Régénération ». Depuis 2014, Thierry Casasnovas est relayé par le média antisémite Egalité & Réconciliation, et est également un proche du survivaliste d'extrême droite Piero San Giorgio. A noter également que le mouvement anthroposophe (initié par Rudolph Steiner, raciste notoire lié à l'extrême droite pangermaniste) promeut un projet de société totalitaire sur fond d'occultisme, d'écologie et de végétarisme en s'étendant via des écoles alternatives et en s'immisçant jusque dans des gammes de produits « vegan » (notamment les marques Weleda ou Léa Nature).

Il serait faux aujourd'hui de dire que le mouvement végan est principalement composé de personnes proches de l'idéologie d'extrême droite mais l'« identité végane » ne décrivant que partiellement ses adeptes, fait généralement peu état de leurs motivations et de leurs aspirations en matière d'émancipation. Lorsque certains végans s'expriment, il est assez fréquent de s'apercevoir que leur discours est empreint de confusionnisme. L'instrumentalisation de l'amour des animaux à des fins de propagande ne doit plus être négligée car tous ces partis d'extrême droite et groupes identitaires consacrent évidemment davantage d'espace et d'énergie aux thèmes sécuritaires et au durcissement des politiques migratoires qu'à la souffrance animale.



Vocabulaire brun : petit lexique des mots qui doivent nous alerter.

Réinformation : info prétendument à contre-courant de la doxa, concrètement info biaisée et fake news au service de l'EXD.

Guerre culturelle / choc des civilisations : concept clef des identitaires selon lequel les cultures chrétiennes et musulmanes seraient essentiellement incompatibles.

Localisme : prétendue solution économique de l'EXD contre le libéralisme.

Grand remplacement : fantasme clef de la droite identitaire selon lequel la démographie des personnes racisées met en danger la « culture chrétienne » (comprendre blanche)?

Bien pensance / pensée unique : termes utilisés par l'EXD pour dénoncer une domination fantasmée des valeurs féministes, LGBT+, et de la gauche en général dans le débat public.

Préférence nationale : discrimination des personnes racisées.

Français de souche : facho blanc et chrétien.

Nouvel ordre mondial : l'ensemble des institutions internationales (ONU, UNICEF, ONG etc.) sont des marionnettes des francs-maçons/juifs/bobos/LGBT+.

Droit de l'homme : dénigrement de la position politique qui pense que le respect des droits de l'Homme est plus important que la lutte anti-terroriste.

Caste médiatique / journalope / merdia : tous les médias sont contre les patriotes.

Ni de droite ni de gauche / troisième voie / dissident : comprendre d'extrême-droite.

Solidarisme : philosophie politique appropriée et détournée par l'EXD.

Pays réel / majorité silencieuse / France d'en bas : fantasme de la « vraie France » contre celle des élites, de la rue et des sondages, c'est aussi une référence à Maurras "pays réel".

Courrier des lectrices et des lecteurs

Nous avons reçu nombre de réactions suite à l'article du numéro précédent : « Didier Raoult un messie au service de l'extrême droite ? ». Nous publions ici une de celles qui nous semble la plus emblématique ainsi que notre réponse.

[...] à la lecture de votre article sur Raoult " le nouveau messie du RN/FN", j'estime que vous ne rendez pas service à la réflexion. En effet qu'un personnage soit pris comme "emblème" ne réduit pas cette personne à ceux qui "le vénèrent." Il aurait été juste que vous puissiez réserver un chapitre au travail effectué par le Pr.Raoult, notamment l'efficacité et le sérieux de la prise en charge des patient.e.s atteint.e.s du covid 19 ; peu de réanimation, peu de mortalité. Je vous conseille de l'écouter lors de son audition devant la commission d'enquête sénatoriale. Bien... pour conclure, en menant votre article autour d'une vénération - à mon sens totalement stupide !- et en réduisant ce grand scientifique à l'image qu'en fait l'extrême droite, vous ne rendez pas service à l'intelligence !

Je ne suis pas d'extrême droite, je ne vénère pas le Pr Raoult, j'observe les résultats et j'assiste atterrée aux déferlements contre un médicament qui ne coûte presque rien, l'hydroxychlorodrine... ce qui gêne le laboratoire Gilead - déjà bien connu pour le scandale du prix exorbitant de son médicament contre l'Hépatite C ! - et maintenant pour la vente à des prix astronomiques du Remdisivir qui n a pas prouvé son efficacité !

Mais malgré tout, le Remdisivir a été homologué par l'AME Agence Européenne du médicament et l'OMS... sans vérification ni appel d'offre... Et puis, qui est aussi derrière l'étude bidonnée du Lancet, prestigieuse revue médicale ? Voir les réactions qui en dénoncent la méthodologie et les résultats par de très nombreux scientifiques du monde entier et le Lancet lui même qui a rétracté la fausse étude. Cherchez qui en tire les bénéfices ?

Tout comme le futur vaccin fait à la va vite... déjà subventionné par de nombreux États dont la France. Mais dont les États devront assumer financièrement les effets secondaires du vaccin avec des clauses en cours de convention... Ce seront donc encore les contribuables qui devront payer pendant que les labos vont s'engraisser sans rien assumer ? Derrière Gilead... derrière l'OMS... derrière les subventions au journal Le Monde... n'y aura t-il pas la fondation Bill et Melinda Gates ??? Et bien oui !!!

Faites quelques articles complémentaires pour présenter une approche syndicale large et contextualisée de ces questions santé, des conflits d'intérêt, de la corruption ... ce serait utile !

Merci de votre retour, Mes salutations cordiales et syndicales.

Vous nous interpellez sur un article paru dans le numéro de juin du bulletin du groupe de travail Ripostes syndicales face à l'extrême droite de Solidaires, ce qui est parfaitement légitime, et nous ne vous ferons pas l'injure de vous (dis)qualifier d'extrême droite pour autant.

Lorsque le groupe de travail a élaboré le sommaire du numéro, il nous a semblé intéressant de consacrer un article, non pas à Raoult et à son médicament (aucun-e d'entre nous n'en a les compétences), mais à la fascination qu'il exerce chez certain-es, et plus particulièrement dans les rangs de l'extrême droite (nous pensons en avoir, collectivement, les compétences). L'article a été rédigé par un camarade, relu et « enrichi » par d'autres, est assumé sans aucun souci par l'ensemble des camarades.

Je viens de le relire, et ne comprends pas la caricature que vous en faites : nous précisons bien qu'il ne s'agit pas de lancer un débat scientifique, mais bien de nous interroger sur les soutiens d'extrême droite à Raoult, et quelles pourraient en être les raisons. C'est très simplement expliqué dans l'introduction :

Le personnage de Didier Raoult, et le traitement à base d'hydroxychloroquine prodigué aux patient-es de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée infection, ont enflammé les médias et les réseaux sociaux durant toute la période du confinement. Jamais un traitement médical n'aura autant fait le buzz. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le sujet fait encore rage et le virus va certainement occuper nombre de chercheuses et de chercheurs pendant encore un bon moment. Solidaires n'est pas un labo de recherche médicale et c'est pour cette raison que nous nous garderons bien de prendre position sur la ou les façons par lesquelles le corps médical va traiter l'épidémie de Covid 19. Par contre, Solidaires mènera le combat pour que la recherche médicale puisse avoir les moyens nécessaires pour protéger la population mondiale de ce fléau et veillera à ce que l'industrie pharmaceutique ne profite pas de la situation pour faire des profits. Pour autant, même si nous ne sommes pas des scientifiques, il nous semble fondamental de voir comment l'extrême droite s'est emparée du sujet pour pouvoir diffuser son venin. C'est ainsi que nombre de médias

d'extrême droite ont érigé le professeur en héros en lui vouant un culte quasi mystique.

Nous y écrivons aussi que nous n'avons aucun aveuglement concernant l'industrie pharmaceutique. Militant-es syndicaux, dans le rail, l'éducation, la santé, le commerce, etc, nous nous battons tous les jours contre le capitalisme et ne nous faisons aucune illusion sur lui, ni en France, ni ailleurs. Militant-es à Solidaires, nous n'avons pas attendu cette crise sanitaire pour dénoncer le manque de moyens pour le système de santé et lutter pour une autre politique dans ce domaine-là aussi.

Cela ne peut nous empêcher de travailler sur ce qui est l'objet de notre groupe de travail, l'extrême droite... de la même façon que nous avons produit pour Syllepses au mois d'avril un article sur la façon dont les différents courants d'extrême droite dénonçaient le confinement, ce qui ne faisait pas de nous pour autant des partisans de Castaner et de ses sbires qui ont multiplié les violences policières notamment dans les quartiers populaires durant cette période.

Pour finir, lorsqu'il y a quelques années, nous sortions régulièrement une revue de presse sur l'extrême droite, il nous a parfois été reproché de ne nous focaliser « que sur l'extrême droite », alors qu'il n'y a pas qu'elle qui détourne de l'argent, fait du clientélisme ou ment à ses électeur-trices, ce qui est parfaitement vrai. Mais encore une fois, l'objet de notre groupe de travail est la lutte contre l'extrême droite, ce qui implique de « l'étudier ». Si un jour, il est démocratiquement décidé de faire un groupe de travail sur, par exemple, la gestion des collectivités territoriales « de gauche », nul doute que les camarades y travailleront avec acharnement... sans pour autant glorifier la gestion « de droite », mais en l'ignorant, puisque ce ne sera pas leur objet... Pas plus que ne l'est « une approche syndicale large et contextualisée de ces questions santé, des conflits d'intérêt, de la corruption » pour notre groupe de travail : pour ces questions, importantes, cela relève de l'Union syndicale Solidaires dans son ensemble... mais je crois qu'elle s'est déjà assez clairement positionnée sur ces sujets.

En espérant avoir répondu à vos questions. Solidairement

L'extrême droite tombe les masques !

Depuis le déconfinement, on assiste à une montée en puissance des actes et des paroles à caractère raciste et xénophobe. Les insultes publiques et les appels à la haine sont de plus en plus relayés par des soi-disant hommes ou femmes politiques, des journaux de droite réactionnaire et autre fachosphère.

Le 30 août 2020, c'est notre camarade Anasse Kazib, délégué syndical Sud Rail, cheminot sur le secteur de Paris-Nord, qui a été menacé de mort par Thierry Devige, dirigeant du FN/RN. C'est par son compte Twitter, précédemment rebaptisé en « Thierry Veyrier », que le délégué départemental adjoint du FN/RN dans le Val-de-Marne a proféré la menace via le message suivant :

« Dans le #GrandRapatriement nous allons commencer par les lettres A et K. Le petit Anasse Kazib est prié de se présenter porte 12 dont la destination est une surprise ». Message qui était accompagné d'une photo où l'on voyait plusieurs personnes pendues en public.



Maurice Rajsfus est mort. Continuons son combat antifasciste !

Le jour même de la forte manifestation à Paris initiée par le Comité Adama contre le racisme et les violences policières, nous avons appris avec tristesse le décès, à 92 ans, de Maurice Rajsfus.

Maurice était rescapé avec sa sœur Jenny Plocki de la rafle du Vel'd'Hiv du 16 juillet 1942, mise en oeuvre par la police française au service de l'occupant nazi. Ses parents Mushim Plocki et Riwka Rajsfus, juifs polonais, furent déporté-es et disparurent à Auschwitz

Après-guerre, jeune militant épris de liberté, il participe à la lutte anticolonialiste contre la guerre d'Algérie et l'OAS.

En mai 1968, alors militant syndical au Syndicat National des Journalistes (SNJ), il participe activement à la puissante grève générale et au mouvement de mai. C'est alors qu'il commence son inlassable travail de documentation des violences policières, constituant un précieux fonds d'archives de 10.000 fiches. Et en mai 1994, avec son complice Jean-Michel Mension (alias Alexis Violet), il crée l'Observatoire des libertés publiques (OLP), suite à l'assassinat du jeune Makomé en avril 1993 par un policier dans le commissariat des Grandes Carrières. Ce sera alors la publication régulière du bulletin *Que fait la police ?* jusqu'en 2014. Il écrit aussi une vingtaine de livres sur la police et la répression.

Par ailleurs, il est l'un des initiateurs de *l'Appel des 250* en 1990 pour contrer la montée du FN, « parti fascisant et raciste », et sera président du réseau antifasciste Ras l'Front jusqu'en 1999.

Enfin, il a écrit des ouvrages en soutien au peuple palestinien et critiquant l'idéologie sioniste. Et, faisant œuvre d'historien, il a rédigé de nombreux livres sur la période de Vichy et de l'Occupation, avec notamment en 2002 un *Que Sais-Je ?* sur *La Rafle du Vel' d'Hiv'*.

Ces propos s'inscrivent dans un contexte où la haine raciste est quasi-omniprésente dans les médias, comme ce fut le cas avec la fiction de Valeurs Actuelles mettant en scène la députée Danièle Obono en esclave. Sans compter que cette haine est aussi alimentée par des années de prises de positions et de choix politiques racistes des gouvernements successifs.

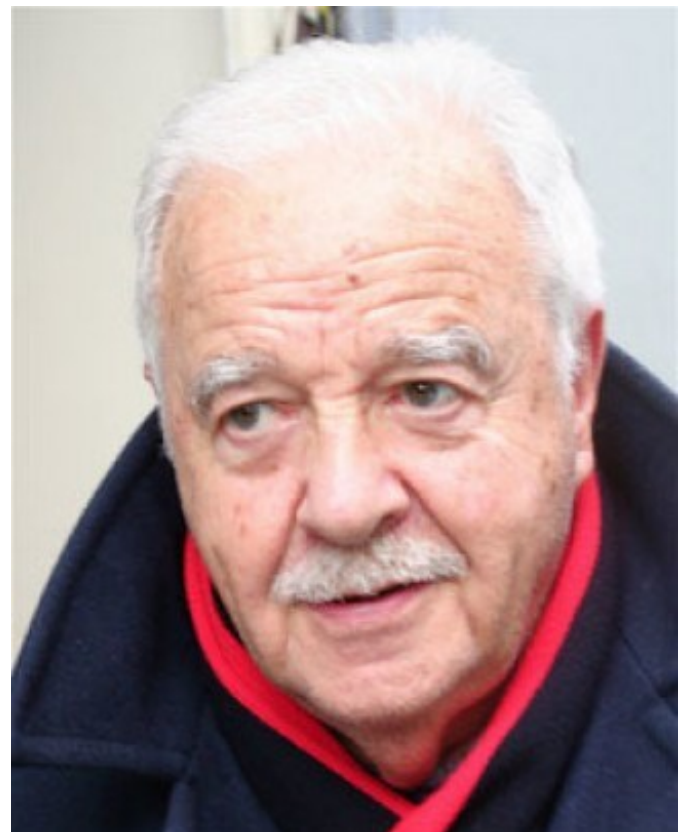
Cette nouvelle menace venant du FN/RN vient nous rappeler que ce parti n'est pas un parti comme les autres. Le changement de nom et l'entreprise de dédramatisation entamé par Marine Le Pen et consorts ne sont que des leurres. S'il en fallait une preuve, Thierry Devige n'a pas été viré du FN/RN, mais s'est simplement vu démettre de sa fonction de délégué départemental adjoint du RN94. Pourtant, ce n'est pas son coup d'essai. En mai 2020 déjà, il avait fait sensation avec un tweet dans lequel il avait espéré la mort du journaliste Patrick Cohen. Avant, il avait publié les coordonnées des journalistes de l'émission de Yann Barthès, le tout surmonté du message : "Voici les coordonnées professionnelles de ces délinquants". Et on ne compte plus ses tweets homophobes ou racistes dans lesquels il s'en prend notamment à Assa Traoré.

Solidaires, engagée depuis toujours dans la lutte contre l'extrême-droite sous toutes ses formes, condamne les menaces et propos abjects qui ont visé Anasse Kazib. Il est temps de punir les auteurs d'actes racistes, xénophobes... et de stopper la visibilité de l'extrême droite qui se sert de tous ces relais médiatiques pour véhiculer sa haine.

L'Union syndicale Solidaires adresse ses condoléances, sincères et amicales à ses proches.

Nous continuerons à nous inscrire dans les pas de Maurice Rajsfus, militant acharné et généreux, en luttant contre le fascisme et contre le racisme.

Paris, le 14 juin 2020



Nous le confirmons, l'extrême droite n'est pas la bienvenue dans nos manifestations

Assez régulièrement, Vincent Lapierre qui dirige « Le Média pour tous » tente de s'inviter dans les manifestations du mouvement social, et notamment les manifestations syndicales.

A chaque fois, ou presque, quand il est reconnu, c'est l'occasion pour lui et ses gardes du corps de faire un petit sprint pour aller se réfugier derrière les lignes de CRS. Et à chaque fois, c'est l'occasion pour lui de chouiner et de cracher sur « les antifas » et les « syndicalistes qui font le jeu du pouvoir »...

Mais comment peut-il imaginer qu'il pourrait déambuler tranquillement dans nos manifestations et interviewer des manifestant-es qui ne le connaissent pas ?

Vincent Lapierre a été pendant des années le « journaliste vedette » d'Égalité et Réconciliation, le site d'Alain Soral, plusieurs fois condamné pour antisémitisme et négationnisme. S'il s'en est éloigné il y a quelques mois, ce n'est pas pour des raisons idéologiques mais plus basement pour des fâcheries à propos de droits d'auteur et de diffusion. Depuis, il reste un soutien de Dieudonné, lui aussi condamné pour antisémitisme.

S'il a bénéficié d'une certaine popularité chez certain-es Gilets Jaunes, à qui il a donné la parole différemment des médias do-

minants (mais néanmoins en sélectionnant ceux/celles-ci et les montant selon ses propres critères) ne change rien au fait que Vincent Lapierre est avant tout un militant d'extrême droite.

Alors, que croit-il en venant parader dans nos manifestations ? Il n'était pas le bienvenu, et il y aura toujours des manifestant-es pour lui faire comprendre.

Pour Solidaires, l'extrême droite, sous toutes ses formes, est un poison pour les luttes sociales, elle n'a pas, et n'aura jamais sa place dans nos mobilisations.



INTERNATIONAL

Uruguay : l'extrême droite veut réécrire les livres d'histoire

La dictature militaire en Uruguay (1973-1985) a son lot d'assassinats, de tortures, de « disparitions »... Femmes, hommes, enfants, sont nombreuses et nombreux à en avoir souffert, à en souffrir encore. Comme le rappelait un communiqué du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, « si la dictature militaire prend sa source dans un régime dit démocratique, sa fin est aussi marquée par une telle connivence : la « transition démocratique » du début des années 80 a réprimé toujours aussi féroce les mouvements sociaux. En décembre 1986 c'est un nouveau « régime démocratique » qui décidait une loi d'amnistie permettant aux responsables de la sanglante répression d'échapper aux jugements. Une situation qui permet qu'aujourd'hui encore des responsables politiques et militaires se réclament explicitement de la dictature ».

Mi-août 2020, des groupes ont demandé que Tupamaros et Tupamaras disparaissent des livres d'histoire et qu'on ne parle aux enfants que de « terroristes ». Un rappel : durant la dictature, il était interdit de prononcer le mot « Tupamaros »...



Chili : Relents de Pinochet et commandos d'extrême droite

Au Chili, le président Piñera a ouvert son gouvernement à des membres de « droite » se revendiquant du dictateur Pinochet. C'est dans ce contexte que, début août, des milices d'extrême droite ont très violemment attaqué des communautés mapuches. Celles-ci soutenaient leurs prisonniers politiques, en grève de la faim depuis plus de trois mois. Bien sûr, la police couvre ces exactions. Cela s'inscrit dans la répression du mouvement populaire lancé fin 2019 dans le pays. Les Mapuches luttent contre la destruction, l'usurpation et l'ultra-militarisation de leurs terres, par les paramilitaires, le gouvernement et le lobby forestier. Un des animateurs du mouvement mapuche résume : « Ici, il est très clair que les ennemis de la lutte pour le droit à l'autodétermination nationale et territoriale des peuples opprimés sont les monopoles forestiers, les latifundistas, les capitalistes et leurs forces répressives. Pour mettre fin à l'oppression, ils doivent être vaincus ».

Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris

tel : 01 58 39 30 20 - fax : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Pour contacter Solidaires Antifa : contactantifa@solidaires.org